

Date de dépôt : 25 septembre 2018

Rapport

de la commission des affaires communales, régionales et internationales chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'Etat modifiant la loi concernant la constitution d'une fondation des terrains industriels et artisanaux de la Pallanterie (PA 368.00)

Rapport de M. Patrick Lussi

Mesdames et
Messieurs les députés,

La commission des affaires communales, régionales et internationales a étudié le projet de loi 12362 lors de sa séance du 28 août 2018, présidée par M. Raymond Wicky.

La commission était assistée par M^{me} Tina Rodriguez, secrétaire scientifique, SGGC.

Le procès-verbal a été rédigé par M. Christophe Vuilleumier. Je le remercie pour la fidèle restitution des débats.

Présentation du projet de loi par M. Guillaume Zuber, Directeur du service de surveillance des communes

M. Zuber prend la parole et remercie les communes de Meinier et de Collonge-Bellerive qui lui ont présenté les statuts avant de les soumettre aux Conseils municipaux.

Il observe que la refonte de ces statuts est plus importante que d'habitude, compte tenu de l'évolution de la zone qui fait l'objet du travail de la fondation. Il explique que le terrain en question appartient aux deux communes, chacune ayant une partie. Il remarque que le système qui existait relevait d'une alternance. Il ajoute que ce système impactait les démarches auprès des banques qui demandaient la caution de la seconde commune. Il signale en outre

que les taux d'intérêt pouvaient être également différents en fonction de la commune concernée. Il remarque que les nouveaux statuts prévoient que les deux Conseils municipaux devront dorénavant statuer sur chaque projet.

M. Zuber déclare en outre que les statuts ont été ouverts en indiquant que la zone industrielle pouvait s'étendre vers d'autres communes.

Il précise que le conseil de fondation est également modifié puisque deux membres du Conseil municipal doivent obligatoirement être présents, ce qui n'était pas le cas précédemment. La durée des mandats a également été revue en fonction de la durée de la législature.

Il mentionne encore que de nouveaux organes ont été ajoutés, notamment un bureau et une direction, ayant chacun des tâches particulières et des délégations de compétences. Il est ainsi question d'une véritable professionnalisation de cette fondation au vu de son développement futur. Il signale en outre que les décisions pourront être prises dorénavant par voie de circulaire. Il déclare encore que les locataires ne pourront évidemment pas être membres du conseil de fondation.

M. Zuber évoque ensuite le bilan 2017, en mentionnant que l'actif est de 10 millions en liquidités, les actifs immobilisés se montant pour leur part à 30 millions des immobilisations relevant des immeubles de la fondation. Il explique alors que le développement du P9, un immeuble d'activités, explique l'emprunt ayant amené 20 millions à la fondation, dont 10 ont été utilisés. Il précise que c'est la raison de ces 10 millions en liquidités. Il ajoute que les emprunts bancaires se montent au final à 30 millions. Il remarque encore que les capitaux propres sont de plus de 6 millions et que le total de passif capitalise quelque 42 millions.

Il déclare par ailleurs que la part la plus importante des résultats vient des loyers et des rentes de superficie pour plus de 1 million. Il signale encore les 200 000 F de charges, et le bénéfice de 1,176 million.

Quant aux frais de fonctionnement de la fondation, il indique qu'ils se montent à 443 000 F. Il termine en mentionnant que le résultat de l'exercice de l'année passée se monte à 250 000 F.

Discussion de la commission

Le président rappelle que la commission ne peut pas modifier les statuts et ne peut que les accepter ou les refuser. Cela étant, il évoque un projet de modification de statuts précédent en remarquant que la commission avait retourné le texte à la commune en faisant quelques recommandations.

Un député MCG se demande pourquoi la commission ne peut pas modifier les statuts.

M. Zuber répond que le Grand Conseil peut amender la loi, mais pas les statuts qui sont une annexe. Il ajoute que la seule solution est de refuser la loi et d'émettre des recommandations, la commune concernée devant alors reprendre le texte.

Un député S remarque que les deux communes ont soumis à M. Zuber le texte originel. Il se demande si des éléments ont alors fait débat.

M. Zuber répond qu'il y a eu quelques discussions sur les organes, le débat le plus important relevant de la frustration de la commune de Collonge-Bellerive de ne pas être impliquée lorsque la commune de Meinier votait des crédits. Il ajoute que Collonge-Bellerive avait un sentiment de perte de contrôle et remarque qu'il a donc été nécessaire de mettre en place des mécanismes cohérents. Il évoque encore le projet du P9 en mentionnant que cet immeuble se trouve principalement sur la commune de Meinier.

Un député PDC précise que la question s'est posée du *rating* des deux communes devant les banques. Il ajoute que c'est donc une question de capacité financière dont il est question. Il ajoute que la commune de Collonge-Bellerive a en outre souhaité déplacer son activité de voirie dans ce bâtiment du P9 afin de réaliser un projet d'aménagement plus fin. Et il remarque que la commune de Meinier a eu de la peine à comprendre cette délocalisation. Il explique alors que la refonte de ces statuts relève en fin de compte d'un acte de solidarité, compte tenu de l'exiguïté du territoire. Il pense que ces statuts s'inscrivent dans le débat de l'intercommunalité.

M. Zuber ajoute qu'avoir une voirie à la Pallanterie permet en outre de mieux rayonner, et pourquoi pas de créer une voirie intercommunale à l'avenir.

Le député PDC acquiesce en remarquant que l'entretien des routes pourrait également être centralisé en un seul service.

Un député Vert évoque la composition du conseil de fondation en remarquant que les membres doivent être électeurs de l'une des deux communes. Il se demande ce qu'il en sera à l'avenir s'il y a une extension à d'autres communes.

Un député PDC répond que cette question a été largement débattue. Il remarque que les activités des deux communes se trouvent très rapidement hors des territoires de celles-ci. Il ajoute que les interactions peuvent être très nombreuses, mais il mentionne que le principe retenu jusqu'ici a été celui de la territorialité.

Une députée S évoque l'article 18 et se demande si cette disposition ne figure pas dans la loi sur l'administration des communes.

M. Zuber acquiesce. Il précise toutefois qu'indiquer cette disposition dans les statuts permet de rappeler certains devoirs.

Cette députée évoque encore le directeur et se demande si ce dernier sera à temps complet.

M. Zuber répond que cette question a été ajoutée par la suite, afin de pouvoir l'inclure dans le conseil de fondation avec une voie consultative. Il mentionne que la directrice travaille à temps complet déjà à l'heure actuelle.

Une députée EAG évoque l'article 19, alinéa 4, et se demande ce que signifie « par voie de circulation ».

M. Zuber répond qu'il s'agit des mails, soit la voie électronique.

La députée rétorque qu'il est donc question de voie « circulaire ».

M. Zuber acquiesce.

Cette députée demande à quoi sert l'abstention puisque le vote se fait à la majorité.

M. Zuber répond qu'un quorum de vote est nécessaire à deux tiers. Et il remarque que les abstentions comptent dans le calcul de ces deux tiers. Il ajoute que le cas particulier des votes électroniques permet de valider le calcul. Il précise que si une personne ne répond pas au courrier électronique, elle ne s'est pas expressément abstenue pour autant.

Un député UDC remarque que c'est l'article 14 qui lui semble important, soit d'assujettir aux deux Conseils municipaux toutes les décisions. Il se demande si cette solution ne risque pas de ralentir les processus.

M. Zuber répond que dans le cas d'une fondation immobilière qui prend une décision impactant des terrains communaux, le Conseil municipal doit obligatoirement prendre position. Il remarque que cet article a été largement débattu. Il précise que précédemment, c'était le principe de territorialité qui primait en fonction du projet et de son positionnement dans la zone. Cela étant, il remarque qu'il est question des Conseils municipaux de Collonge-Bellerive et de Meinier et il ne pense pas que la soumission conjointe à ces deux entités freine les projets.

Le président remarque qu'il n'y a pas de proposition d'audition.

1^{er} débat

Vote d'entrée en matière :

Oui : 12 (2 MCG, 1 UDC, 4 PLR, 1 PDC, 2 Ve, 2 S)

Non : 1 (1 EAG)

Abstention : -

L'entrée en matière est acceptée.

2^e débat

Titre et préambule **Pas d'opposition, adopté**

Art. 1 **Pas d'opposition, adopté**

Art. 2, al. 2 (nouveau) **Pas d'opposition, adopté**

Art. 2 **Pas d'opposition, adopté**

3^e débat

Vote du PL 12362 dans son ensemble :

Oui : 12 (2 MCG, 1 UDC, 4 PLR, 1 PDC, 2 Ve, 2 S)

Non : 1 (1 EAG)

Abstention : -

Le PL 12362 est accepté.

Conclusion

A la suite des explications données, la majorité des commissaires vous proposent, Mesdames et Messieurs les députés, d'accepter ce projet de loi.

Projet de loi (12362-A)

modifiant la loi concernant la constitution d'une fondation des terrains industriels et artisanaux de la Pallanterie (PA 368.00)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève décrète ce qui suit :

Art. 1 Modifications

La loi concernant la constitution d'une fondation des terrains industriels et artisanaux de la Pallanterie, du 25 avril 1997, est modifiée comme suit :

Intitulé de la loi (nouvelle teneur)

Loi concernant la constitution d'une Fondation intercommunale des terrains industriels et artisanaux de la Pallanterie

Considérants (nouvelle teneur)

vu l'article 93 de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 ;
vu les délibérations des Conseils municipaux des communes de Collonge-Bellerive, du 4 décembre 1995, et de Meinier, du 14 décembre 1995 ;
vu l'arrêté du Conseil d'Etat, du 14 février 1996, approuvant lesdites délibérations,

Art. 2, al. 2 (nouveau)

² Les nouveaux statuts de la fondation, tels qu'ils sont issus des délibérations des Conseils municipaux des communes de Collonge-Bellerive, du 21 novembre 2017, et de Meinier, du 9 novembre 2017, et joints en annexe à la présente loi, sont approuvés.

Art. 2 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

Statuts de la Fondation intercommunale des terrains industriels et artisanaux de la Pallanterie

PA 368.01

Titre I Dispositions générales

Art. 1 Constitution et dénomination

¹ La Fondation intercommunale des terrains industriels et artisanaux de la Pallanterie (ci-après : la « fondation ») est instituée en qualité d'institution décentralisée de droit public, dotée de la personnalité morale.

² La fondation est déclarée d'utilité publique.

Art. 2 But

¹ La fondation a comme but le développement et la gestion en particulier du périmètre de validité du plan N° 28689-515-525 du règlement directeur procédant de la loi modifiant le régime des zones de construction sur le territoire des communes de Collonge-Bellerive et de Meinier, du 27 juin 1996 (ZIAP Est), et du périmètre de validité du plan N° 29994-515-525 du règlement directeur procédant de la loi modifiant les limites de zones sur le territoire des communes de Collonge-Bellerive et de Meinier, du 7 avril 2017 (ZIAP Sud).

² La fondation assure plus généralement le développement et la gestion de zones artisanales et/ou industrielles au sein de communes genevoises, en particulier la zone industrielle et artisanale de la Pallanterie sur le territoire des communes de Collonge-Bellerive et de Meinier.

³ A ces fins, elle pourra notamment :

- a) devenir propriétaire d'immeubles, bâtis ou non ;
- b) vendre ou échanger des immeubles, bâtis ou non ;
- c) octroyer des droits de superficie, grever les immeubles d'autres servitudes ou de droits de gage, conclure des baux ;
- d) construire de nouveaux bâtiments, transformer ou rénover des bâtiments existants ;
- e) aménager ces immeubles, les exploiter et les gérer afin d'assurer une mise en œuvre des zones concernées conformément à leurs plans directeurs et à leurs règlements directeurs respectifs.

⁴ La fondation peut aussi contribuer au développement et à la mise en œuvre d'une politique intercommunale d'aménagement du territoire en coordination avec les communes avoisinantes constituant le secteur Arve-Lac, au sein duquel pourront être menées des opérations similaires à celles visées sous lettres a à e de l'alinéa 3.

⁵ La fondation peut en outre assumer toute autre activité en lien avec son but sur mandat et/ou délégation de l'Etat, des communes ou d'autres entités.

Art. 3 Siège

Le siège de la fondation est situé dans le canton de Genève, au sein de la zone industrielle et artisanale de la Pallanterie, au lieu où se trouve son administration.

Art. 4 Durée

La durée de la fondation est indéterminée.

Art. 5 Surveillance

¹ La fondation est placée sous la surveillance des communes de Meinier et de Collonge-Bellerive.

² Le bilan, les comptes de pertes et profits, le rapport de gestion et le rapport de l'organe de révision sont soumis à l'approbation des Conseils municipaux de Collonge-Bellerive et de Meinier avant le 15 mai suivant la fin de l'exercice, avec le préavis des exécutifs.

Titre II Fortune et ressources

Art. 6 Dotation de la fondation

¹ Le capital de la fondation est constitué par :

- a) les apports et les immeubles reçus des communes de Meinier et de Collonge-Bellerive, ainsi que d'autres communes genevoises ;
- b) les immeubles acquis par la fondation ;
- c) les subventions accordées par les pouvoirs publics ;
- d) les subsides, dons, legs et les intérêts produits par ceux-ci ;
- e) le bénéfice net d'exploitation annuelle.

² Le capital de la fondation est porté au passif du bilan.

³ Selon les conditions de l'article 25, la fondation peut se voir octroyer la compétence de prélever une taxe d'équipement.

Art. 7 Exercice social

L'exercice annuel commence le 1^{er} janvier et prend fin le 31 décembre de chaque année.

Titre III Organisation de la fondation

Art. 8 Organes de la fondation

¹ Les organes de la fondation sont :

- a) le conseil de fondation ;
- b) le bureau du conseil ;
- c) l'organe de révision ;
- d) la direction.

² L'usage du masculin désigne tout autant une femme qu'un homme.

Art. 9 Composition et désignation du conseil de fondation

¹ Le conseil de fondation se compose de 12 membres désignés de la façon suivante :

- a) 2 membres de droit issus des exécutifs respectifs des communes de Collonge-Bellerive et de Meinier ;
- b) 4 membres désignés par les exécutifs respectifs des communes de Collonge-Bellerive et de Meinier ;
- c) 6 membres désignés par les Conseils municipaux respectifs des communes de Collonge-Bellerive et de Meinier, dont l'un en leur sein.

² Les membres prévus à l'alinéa 1, lettres a et b, sont désignés en parité de représentation par les exécutifs des communes de Collonge-Bellerive et de Meinier, ceux prévus à l'alinéa 1, lettre c, en parité de représentation par les Conseils municipaux respectifs des communes de Collonge-Bellerive et de Meinier.

³ A l'exception des membres de droit visés à l'alinéa 1, lettres a et c, les membres du conseil de fondation n'ont pas à émaner obligatoirement de l'entité qui les désigne. Ils sont choisis en fonction de leur expérience et de leurs compétences.

⁴ Les membres du conseil de fondation doivent être électeurs dans les communes de Collonge-Bellerive ou de Meinier tout au long de leur mandat.

Art. 10 Durée du mandat

¹ Les membres du conseil de fondation sont nommés pour une période de 5 ans, qui débute le 1^{er} janvier de l'année suivant le début de chaque législature des autorités communales.

² Ils sont réputés démissionnaires pour le 31 décembre de l'année marquant la fin d'une législature.

³ Au cas où le mandat d'un des membres prend fin avant le terme fixé, son remplaçant est élu dans les 6 mois suivant la vacance par l'autorité qui a désigné le membre sortant. Les membres du conseil de fondation nommés en cours de mandat ne le sont que jusqu'à l'expiration de la période non révolue de celui-ci.

⁴ Les membres du conseil de fondation ne sont rééligibles que deux fois.

Art. 11 Démission et révocation

¹ Chaque membre du conseil de fondation peut démissionner en tout temps.

² Le membre du conseil de fondation qui n'a pas assisté aux séances du conseil pendant 1 an est réputé démissionnaire de plein droit.

³ Chaque membre du conseil de fondation peut être révoqué en tout temps par l'autorité qui l'a élu, pour de justes motifs. Il y a lieu de considérer en particulier comme de justes motifs le fait que, pendant la durée de ses fonctions, un membre du conseil de fondation s'est rendu coupable d'un acte grave, a manqué à ses devoirs ou est devenu incapable de bien gérer, ou encore ne participe pas régulièrement, même sans faute, aux séances du conseil de fondation.

Art. 12 Rémunération

Les membres du conseil de fondation sont rémunérés par des jetons de présence dont le montant est fixé par le conseil de fondation.

Art. 13 Compétences et attributions

¹ Le conseil de fondation est l'organe suprême de la fondation.

² A ce titre, il a les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement des buts de la fondation, pour l'administration et la gestion de celle-ci, sous réserve des dispositions prévues à l'article 14 des présents statuts.

³ Il est chargé notamment :

- a) d'édicter les prescriptions nécessaires à l'activité de la fondation ;
- b) de représenter la fondation vis-à-vis des autorités et des tiers ;
- c) de faire et d'autoriser tout acte rentrant dans le cadre des opérations suivantes :
 - acheter, vendre, échanger des immeubles ;
 - constituer, modifier et radier tous droits réels limités, notamment les droits de superficie ;

- approuver tous contrats nécessaires à la construction de ses bâtiments et à l'entretien de ses immeubles ;
- établir, conclure et gérer tous baux à loyers ;
- contracter tous emprunts, le cas échéant en grevant les immeubles de la fondation de droits de gage ;
- toucher et recevoir tous capitaux et redevances ;
- émettre tous titres en présentation d'emprunt ;
- plaider et transiger ;
- veiller à la tenue d'une comptabilité conforme à l'activité de la fondation, établir chaque année un budget, un rapport de gestion, un bilan et un compte d'exploitation ;
- engager et licencier le directeur.

Art. 14 Décisions sujettes à approbation des communes

¹ Est soumise à l'approbation des Conseils municipaux des communes de Collonge-Bellerive et de Meinier toute décision du conseil de fondation portant sur la vente, l'achat, l'échange d'immeubles, la constitution de droits de superficie et l'obtention d'un emprunt.

² Demeure réservée en sus la compétence du Conseil d'Etat en application de l'article 98, alinéa 2, lettre a, de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012.

Art. 15 Organisation du conseil de fondation – bureau du conseil

¹ Le conseil de fondation désigne en son sein un président, un vice-président et un secrétaire, lesquels sont membres de droit du bureau du conseil.

² Le bureau du conseil se compose de 3 à 5 membres (y compris les personnes mentionnées à l'alinéa 1), tous désignés par le conseil de fondation en son sein. Ceux-ci sont immédiatement rééligibles.

Art. 16 Commissions

¹ Le conseil de fondation peut déléguer une partie de ses attributions à une ou plusieurs personnes ou commissions choisies en son sein ou en dehors de ses membres. Des représentants des deux communes font partie des commissions.

² Chaque commission est présidée par un membre du conseil de fondation, nommé par ce dernier.

³ La mission des commissions consiste :

- a) à donner un avis ou à préparer des documents à l'intention du conseil de la fondation, ou
- b) à gérer l'un ou l'autre objet entrant dans le but social de la fondation. Dans ce dernier cas, un cahier des charges est préalablement établi.

⁴ Les indemnités de séances des commissions sont réglées par les mêmes dispositions que celles qui régissent les séances du conseil de fondation.

Art. 17 Représentation

¹ La fondation est valablement engagée vis-à-vis des tiers, par la signature collective à deux des membres du bureau du conseil institué à l'article 15.

² Une délégation du pouvoir de représenter la fondation peut être donnée par voie réglementaire ou ad hoc.

Art. 18 Responsabilité

Les membres du conseil de fondation sont personnellement responsables envers la fondation des dommages qu'ils causent en manquant, intentionnellement ou par négligence, à leur devoir.

Art. 19 Délibérations

¹ Le conseil de fondation ne peut valablement délibérer que si les deux tiers de ses membres sont présents.

² Les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

³ En cas d'égalité de voix, celle du président est prépondérante.

⁴ Lorsque les circonstances le requièrent et qu'aucun membre ne s'y oppose, le conseil de fondation peut délibérer par voie de circulation. Les décisions sont alors prises à la majorité des membres s'étant exprimés, lesquels – y compris ceux qui se sont expressément abstenus – doivent constituer les deux tiers du conseil de fondation.

Art. 20 Incompatibilités

¹ Les membres du conseil de fondation, quel que soit leur mode de nomination, ne doivent ni directement ni indirectement être fournisseurs de la fondation ou chargés de travaux pour son compte.

² Ils exercent leurs attributions avec toute la diligence nécessaire et veillent fidèlement aux intérêts de la fondation.

³ Les titulaires de droits de superficie concédés par la fondation, les propriétaires d'immeubles situés dans l'un des périmètres visés à l'article 2 des présents statuts de même que les locataires de locaux industriels ou artisanaux sis dans lesdits périmètres ne peuvent être membres du conseil de fondation. Lorsqu'il s'agit de personnes morales de droit privé, l'incompatibilité s'étend aux membres de leurs organes.

⁴ Les membres du conseil de fondation qui eux-mêmes, ou dont les descendants, frères et sœurs, conjoints, partenaires enregistrés ou alliés au même degré ont un intérêt direct ou indirect à l'objet soumis à la délibération ne peuvent intervenir dans la discussion ni voter.

Art. 21 Convocation

¹ Le conseil de fondation se réunit aussi souvent que l'intérêt de la fondation l'exige, mais au moins deux fois par an. Se tiendront impérativement une séance consacrée au vote du budget et une séance consacrée à l'approbation des comptes.

² Il est convoqué par le président qui doit, en outre, le réunir si 3 membres en font la demande.

Art. 22 Règlements

Le conseil de fondation complète les présents statuts par des règlements.

Art. 23 Bureau du conseil

¹ Le bureau du conseil est constitué comme indiqué à l'article 15, alinéa 2, des présents statuts. Il est présidé par le président du conseil de fondation.

² Le bureau du conseil est chargé :

- a) d'expédier les affaires courantes et notamment d'établir les dossiers et documents contractuels relatifs aux baux et droits de superficie ;
- b) de signer tout contrat relatif à la construction et à l'entretien/rénovation des immeubles propriétés de la fondation ;
- c) d'engager, de gérer et/ou licencier le personnel de la fondation ;
- d) de percevoir les loyers et les rentes de droits de superficie ;
- e) de tenir la comptabilité, gérer la trésorerie et l'endettement ;
- f) de veiller au respect des plans directeurs sur les zones concernées ;
- g) de préparer les décisions nécessaires à l'activité de la fondation conformément à l'article 13 des présents statuts.

³ Il fait rapport de ses décisions et activités au conseil.

Art. 23A Direction

¹ Le directeur est responsable des tâches qui lui sont déléguées par le bureau du conseil. Il lui fait rapport de ses activités et est soumis à sa surveillance.

² Il peut assister aux séances du bureau du conseil, avec voix consultative uniquement.

Art. 24 Organe de révision

¹ Le conseil de fondation confie chaque année la vérification des disponibilités et le contrôle des comptes à un expert réviseur agréé.

² Cet organe de révision établit chaque année un rapport écrit au conseil de fondation. Il assiste obligatoirement à la séance du conseil de fondation lors de laquelle les comptes annuels sont présentés.

³ Le mandat de l'organe de révision est renouvelable au maximum quatre fois.

Titre IV Taxe d'équipement

Art. 25 Taxe d'équipement

Sur délégation de la République et canton de Genève, la fondation peut se voir octroyer la compétence de prélever une taxe d'équipement.

Titre V Modification des statuts et dissolution

Art. 26 Modification des statuts

Toute modification des présents statuts doit être soumise à l'approbation des Conseils municipaux des communes de Meinier et de Collonge-Bellerive, puis approuvée par le Grand Conseil de la République et canton de Genève.

Art. 27 Dissolution

¹ La dissolution de la fondation intervient si les circonstances l'exigent et conformément aux dispositions légales applicables.

² L'actif net disponible après liquidation sera réparti entre les communes concernées en proportion de leurs apports financiers et affecté à des buts similaires à ceux de la fondation.

Titre VI Dispositions finales et transitoires

Art. 28 Adoption des statuts

¹ Les présents statuts, emportant modification des statuts tels que promulgués selon la loi concernant la constitution d'une fondation des terrains industriels et artisanaux de la Pallanterie, du 25 avril 1997, ont été adoptés par décision du Conseil municipal de la commune de Collonge-Bellerive, du 21 novembre 2017, et du Conseil municipal de la commune de Meinier, du 9 novembre 2017.

² L'activité de la fondation selon les statuts ainsi modifiés débutera dès la promulgation de la loi les approuvant par le Grand Conseil de la République et canton de Genève.

Art. 29 Droit transitoire

¹ Les mandats en cours des membres actuels du conseil de fondation prennent fin au 31 décembre 2020.

² L'article 20, alinéa 3, ne s'applique pas à un mandat en cours lors de l'adoption des présents statuts, sans toutefois que la reconduction d'un tel mandat ne soit possible.